

## Colombie : du vin nouveau dans de vieilles outres ?

Mauricio Archila<sup>1</sup> et Martha Cecilia García<sup>2</sup>

**A quelques accents près, les tendances structurelles du modèle de domination colombien – limitation de la démocratie, approfondissement du néolibéralisme, aggravation du conflit armé – persistent. Bien que souvent réprimés, les mouvements sociaux font face. Au déclin des organisations syndicales, répond le dynamisme de mouvements urbains, d'associations de victimes... qui engrangent certains résultats mais manquent de relais politiques.**

Si en 2010 la Colombie a vécu un changement de gouvernance avec l'arrivée au pouvoir de Juan Manuel Santos, le contenu du modèle de domination en vigueur depuis les années 1990 au moins et confirmé par les deux mandats d'Alvaro Uribe Vélez (2002-2010) reste d'actualité. Ce n'est pas un hasard si le président Santos a été son ministre de la défense, « désigné » par Uribe pour devenir son successeur. Certes, le ton du président est moins « polarisant » que celui de son prédécesseur. La Colombie a établi de nouvelles relations amicales avec ses voisins, notamment le Venezuela et l'Équateur, et assume actuellement la présidence de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) aux côtés du Venezuela, chose impensable pendant les années Uribe.

Sur le plan interne, des lois ont été promulguées en faveur des victimes du conflit armé et prévoient des mécanismes de

---

1. Professeur à l'Université nationale de Colombie et chercheur au Cinep (Centro de Investigación y Educación Popular), Bogotá.

2. Chercheuse au Cinep.

dédommagement, y compris la restitution de terres enlevées, une mesure qui répond en partie à leur rôle croissant dans les luttes sociales, comme nous le verrons ci-dessous. Des réformes politiques ont également été approuvées, afin de contrôler la corruption et de réglementer les partis politiques. Néanmoins, les tendances structurelles du modèle de domination colombien, à savoir la limitation de la démocratie, l'approfondissement du néolibéralisme et l'aggravation du conflit armé, persistent et les mouvements sociaux continuent d'y répondre.

### **Continuité du modèle**

En ce qui concerne la première tendance, la politique répressive de « sécurité démocratique » d'Uribe est toujours appliquée, la participation populaire au processus de décision reste limitée et l'autoritarisme de l'État prédominant. Quelques réformes adoptées cette dernière année, par un parlement où les alliés de Santos sont majoritaires, cherchent à freiner les dépenses sociales afférentes aux décisions des juges et à contrôler les revenus des régions tirés d'activités extractives. Récemment encore, des secteurs néoconservateurs et religieux ont entrepris une campagne pour supprimer certains aspects progressistes de la Constitution de 1991, quant aux mécanismes de participation populaire, aux droits des femmes en matière de procréation et à la reconnaissance des couples homosexuels.

En matière économique, le plan de développement de Santos approfondit le modèle néolibéral, à travers la métaphore des « locomotives » du développement, les mines en particulier qui « repriment » l'économie, en générant peu d'emploi et en détériorant davantage l'environnement. De même, l'ouverture du commerce grâce aux accords de libre-échange reste en vigueur, mais le pays peine à obtenir la signature du traité négocié avec les États-Unis, qui la lui refusent en raison des indicateurs élevés en matière de violation des droits de l'homme en Colombie. Quant aux politiques sociales (11,9 % du PIB pour 17 % en Amérique latine), elles restent rares et la priorité est davantage accordée aux dépenses militaires (5,6 % du PIB en 2010, sans compter les fonds états-uniens pour le *Plan Colombia*).

Des services publics sociaux importants comme ceux de la santé et de l'éducation ont fait l'objet de réformes successives, non pas pour les garantir comme droits, mais pour les transformer pro-

gressivement en marchandises. Dans le cas de la santé, depuis les années 1990, on a cherché à instaurer un système intégré qui élargirait la couverture, mais avec une logique de subvention à la demande, ce qui a avantage les intermédiaires privés. Alors que le nombre croissant d'affiliés subsidiés a dépassé la proportion de contribuables, l'État a cessé de financer les hôpitaux publics, menant le système de santé au bord de l'effondrement.

Il en va de même pour l'éducation, mais à un rythme moins soutenu. Une réforme de l'éducation supérieure récemment proposée insiste également sur l'augmentation de la couverture, mais ne résout pas le financement précaire du secteur public et confirme l'ouverture économique, en autorisant l'entrée d'entités à but lucratif. C'est pourquoi, sans surprise, la Colombie continue d'arbore les plus hauts niveaux d'inégalité du continent, avec un indice de concentration des richesses proche de 60 % et un taux de chômage qui avoisine aujourd'hui les 11 %.

Si ce chiffre est inférieur aux 17,6 % atteints en 2002, il doit néanmoins être examiné avec précaution, car en plus d'être élevé comparé à ceux du continent, il est très en retrait par rapport à l'accroissement des investissements. En effet, l'emploi est concentré dans les activités les plus précaires et instables comme le commerce et le tourisme, et l'informalité augmente<sup>3</sup>. Miser sur l'exploitation minière, l'agro-industrie ou l'élevage ne génère pas plus d'emplois formels et ne crée pas des conditions de travail dignes. Depuis les années 1990 et en particulier sous les mandats d'Uribe, les privilégiés sont les chefs d'entreprise nationaux et étrangers, qui engrangent de grands bénéfices, sans contre-prestations sociales.

Le conflit armé, loin de s'atténuer comme l'annonçait le mandataire précédent, s'est aggravé et atteint des niveaux de dégradation inimaginables. D'une part, la démobilisation de groupes paramilitaires est perçue comme une tromperie, car les chiffres des démobilisés ont été gonflés, beaucoup sont retournés à leur activité illégale liée au narcotrafic et les puissantes structures économiques et politiques qui les soutenaient restent indemnes. Les processus annoncés de vérité et d'indemnisation des victimes n'ont pas abouti,

---

3. Selon Sarmiento (2010), « sur cent travailleurs occupés, cinquante-huit sont informels, soit près de 11 millions ». Ce qui signifie que 13,7 millions de personnes en Colombie, soit un quart de la population totale, ne possèdent pas un travail digne.

en raison de l'extradition aux États-Unis des principaux chefs de ces bandes, qui ont gardé le silence sur les violences exercées.

D'autre part, les insurgés, les FARC notamment, ont subi des coups durs qui ont entraîné la relève des hauts commandements, mais ils sont loin d'être vaincus. Ces derniers temps, ils ont même redoublé d'activité, en particulier dans les territoires indigènes, malgré l'appel exaspéré de ces communautés à ne pas être impliquées dans la guerre. Quoi qu'il en soit, les négociations de paix avec les insurgés restent au point mort, tant que les autorités visent leur défaite militaire, une perspective lointaine si l'on s'en tient à ce que l'on vient d'écrire.

Ainsi, le panorama des violations des droits de l'homme en Colombie reste dramatique. Si le taux d'homicides est passé de 70 à 35 pour cent mille habitants entre 1991 et 2009, il reste élevé comparé aux autres pays de la région et au contexte mondial.<sup>4</sup> Le pays compte pratiquement cinq millions de déplacés, soit plus de 10 % de la population ; 2 790 syndicalistes ont été assassinés entre 1984 et 2009 et près de 3 000 indigènes ont été tués entre 1974 et 2010. À ces chiffres s'ajoutent les dénonciations croissantes d'assassinats de civils, déguisés en guérilleros par les Forces armées afin d'obtenir des récompenses.<sup>5</sup>

### **Des actes de protestation sociale en hausse**

Face à ce sombre panorama, les mouvements sociaux ne sont pas restés passifs. Entre janvier 2006 et juin 2011, selon la base de données des luttes sociales du Cinep, ils ont mené 3 845 actes de protestations, dont plus de 1 017<sup>6</sup> en 2007 et 827 en 2010. Cette tendance à la hausse se poursuivait en 2011, avec déjà 447 manifestations à mi-parcours.

En ce qui concerne les acteurs de ces luttes, le rôle joué par les secteurs porteurs d'une identité de classe continue à diminuer : ainsi, sur la période étudiée, les salariés ont mené 17 % des actions collectives, alors qu'historiquement, ils en couvraient plus de

---

4. En 2009, la Colombie possédait un taux d'homicides inférieur seulement à celui du Salvador, du Honduras, de la Jamaïque, du Guatemala, du Venezuela et de l'Afrique du Sud.

5. Selon un défenseur des droits de l'homme, jusqu'à l'année passée, de source officielle, 1 274 procès auraient été ouverts contre 2 965 membres des Forces armées pour 2 077 de ces homicides (Matyas, 2010).

6. Chiffre le plus élevé depuis que le Cinep a débuté ce calcul en 1975.

30 %, et les paysans engagent 8 % de l'ensemble des luttes, alors qu'auparavant, ils approchaient des 20 %. L'initiative est passée entre les mains des habitants urbains, qui mènent 29 % des actions, et des travailleurs indépendants (9 %), résultat des processus de déréglementation du monde du travail.<sup>7</sup> Même s'ils représentent une très faible part de la population nationale, les groupes ethniques sont à l'origine de 4 % des luttes, alors que les étudiants maintiennent leur moyenne historique de 14 %.

La nouveauté réside dans la croissante visibilité des victimes du conflit armé, avec 13 % des actions pour toute la période. Entre 2006 et 2008, elles étaient même les principales protagonistes. En effet, depuis la moitié de la décennie passée, des associations de victimes ont été créées, constituées pour la plupart de femmes ayant survécu aux violences. Bien qu'ils aient défendu leurs revendications par des actions collectives pacifiques, quarante-neuf dirigeants de personnes déplacées ou réclamant leurs terres ont été assassinés en Colombie entre mars 2002 et le 9 juin 2011, dont douze d'entre eux durant la première année de la présidence de Santos.

L'importance des victimes dans les récentes protestations se reflète dans les revendications des luttes sociales en Colombie : 23 % des actions concernent le respect des droits de l'homme et une solution politique au conflit armé, suivies des protestations concernant certaines politiques gouvernementales (20 %), auxquelles s'ajoutent les différends au sujet des autorités (3 %) et de la non-exécution de lois et d'accords préalables (14 %). Les revendications matérielles continuent de baisser, concernant le travail (3 %), les terres et le logement (4 %), l'environnement (4 %), les services publics et les infrastructures (11 %). Ces chiffres confirment la priorité pour les mouvements sociaux du traitement des effets de la guerre interne et la conséquente politisation de leurs réclamations.

Le caractère de plus en plus politique des revendications sociales se traduit également par une importance croissante de l'État, à ses différents niveaux, comme cible des protestations, avec un total de 66 %, réparti de la manière suivante : 25 % contre le niveau

---

7. La perte de centralité des organisations modernes de classe se confirme dans la modification du répertoire de protestations, car les grèves caractéristiques du monde du travail formel (11 %) diminuent en faveur des mobilisations (58 %) et des blocages de routes (17 %). Le taux de syndicalisation ne dépasse pas les 5 %, alors qu'il avoisinait les 15 % dans les années 1970 et la couverture de la négociation collective ne dépasse pas 0,5 % de la population économiquement active.

central, 24 % contre le municipal et 7 % contre le départemental. Des actions auxquelles s'ajoutent les luttes contre les entreprises publiques (7 %) et les organes judiciaires et de compétence normative (3 %).

En revanche, les Forces armées ne reçoivent que 3 % des réclamations, alors que les groupes armés illégaux, dont les insurgés, représentent 11 % des adversaires de ces luttes, ce qui atteste le caractère de plus en plus irrégulier de notre guerre interne. Les entreprises privées ne sont visées que par 11 % des protestations, accentuant la centralité de l'État comme présumé garant de droits, ce qui pousse les mouvements sociaux à se diriger vers lui de différentes manières, tantôt avec un antagonisme profond, tantôt par la concertation et la négociation.

De même, les résultats de ces luttes, dont le succès dépend souvent de l'ampleur des mobilisations citoyennes, sont inégaux. D'une certaine manière, la loi sur les victimes adoptée cette année répond à la clameur qui s'élevait de différents secteurs sociaux pour défendre celles-ci. En 2003, une alliance sociale et politique a obtenu l'échec du référendum uribiste qui cherchait à démonter les aspects progressistes de la Constitution de 1991. Et aujourd'hui ce rassemblement recommence à poindre face à l'offensive néoconservatrice déjà décrite.

Certaines concessions minières en zones de protection environnementale, comme celle de Santurbán dans la région nord-occidentale du pays, ont été suspendues par une grande mobilisation citoyenne. De la même manière, le frein au traité de libre-échange avec les États-Unis a disposé du soutien de différents acteurs sociaux, dont les syndicats, les organisations paysannes et indigènes, ainsi que la communauté éducative et l'académie. Cela dit, dans cette lutte, la pression du syndicalisme nord-américain a été cruciale pour exiger la protection des droits humains en Colombie.

Les communautés indigènes et afrodescendantes sont également parvenues à paralyser temporairement de grands chantiers d'infrastructure ou des exploitations pétrolières, et ont exigé qu'on les consulte au préalable conformément à la convention 169 de l'OIT, adoptée comme loi de la République en 1991. Toutefois, malgré ces réussites partielles et les luttes courageuses livrées sur tout le territoire national, le modèle de domination en vigueur n'a pas été fondamentalement altéré.

### Quête de relais politique ?

Ceci est dû en partie à l'atomisation et au « localisme » de nombreuses luttes, reflet de la fragmentation induite par le modèle néolibéral, ainsi que leur manque de projection politique. La quête de relais dans des partis de gauche s'est trouvée fragilisée par des divisions internes, résultats de différences idéologiques et d'aspirations « caudillistes ». Après avoir obtenu plus de 25 % aux élections présidentielles de 2006, le Pôle démocratique alternatif, qui rassemblait gauche traditionnelle et expressions politisées de mouvements sociaux, a vu son poids électoral passer à moins de 10 % en 2010 et s'est retrouvé accusé de corruption dans la principale municipalité qu'il contrôlait, celle de Bogotá.

D'autres projets politiques alternatifs issus de mouvements indigènes et afrodescendants des années 1990, desservis par l'ambiguïté de leur programme, ne peuvent pas non plus opposer une résistance solide.<sup>8</sup> Et la récente « vague verte », qui n'était pas vraiment écologiste, mais représentait un rassemblement fugace des couches moyennes, elle est retombée presque aussi vite qu'elle s'était soulevée et aujourd'hui, elle a décidé d'intégrer les files du gouvernement.

Dès lors, une fois de plus, l'initiative de renouvellement politique vient des mouvements sociaux, indigènes en particulier. Lassés d'une représentation qui ne les représente pas, d'accords politiques émanant « d'en haut » qui entretiennent les inégalités et la violence et même des premiers signes de corruption apparus dans les rangs de la gauche traditionnelle, ces secteurs sociaux ont favorisé des convergences sociopolitiques « d'en bas ». Ainsi, des « *mingas* », des marches de masse, relayées par diverses organisations sociales en 2004 et 2008, ont été organisées par des indigènes.

Ces acteurs ont entrepris d'organiser des rassemblements de secteurs populaires, comme celui de fin 2010, où près de 20 000 personnes issues de plus de 200 organisations sociales se sont réunies à Bogotá. Après plusieurs jours de discussions, un programme complet a été adopté, basé sur sept points : terre, territoire, souveraineté et réforme agraire intégrale ; économie du « bien vivre », priorité aux formes communautaires de production et de distribution

---

8. Notamment l'Alliance sociale indigène, fondée en 1991, qui a remplacé l'appellation « indigène » par « indépendante » dans le but de toucher une population plus importante, même si cela implique une dilution de son identité.

et rejet des traités de libre-échange ; construction du pouvoir par les peuples et les communautés ; culture, identité, éthique du bien commun et respect des différences ; justice et paix dans la résolution du conflit armé ; défense des droits de l'homme et des accords avec l'État ; intégration des peuples et de leurs luttes au niveau continental et international.

Ce rassemblement populaire s'est également doté d'un itinéraire qui cherche à réorganiser le pays, en commençant par des assemblées locales et régionales pour mettre sur pied, dans un avenir proche et au niveau national, un grand « congrès des peuples » avec pouvoir constituant qui proclamerait la nouvelle Colombie. Il est encore tôt pour connaître le résultat de ces processus, mais l'espoir renaît d'en bas.

Au final, pour les élites au pouvoir en Colombie, le vin nouveau est toujours versé dans de vieilles outres, car les tendances structurelles qui combinent inégalités et violences restent en vigueur. Néanmoins, les mouvements sociaux ne sont pas passifs et continuent de se battre pour une « vie digne » dans une Colombie différente. Il est donc à espérer qu'à l'avenir, de nouvelles outres serviront à accueillir de nouveaux imaginaires sociopolitiques.

Traduction de l'espagnol : Céline Antoine

#### **Bibliographie**

- Sarmiento L. (2010), « Uribe 2001-2010, hecatombe social », in *Uribe 2002-2010. El día después*, Bogotá, Desde abajo.
- Matyas E. (2010), « La "Seguridad democrática": otro falso positivo », in *Uribe 2002-2010. El día después*, Bogotá, Desde abajo.